



N°147 | du 07 au 21 Déc 2015

À partir du 07 Septembre 2015



moov conso

## Consomme et gagne !

Tape **\*500#** pour connaître ton objectif.



# SOMMET SINO-AFRICAIN LA CHINE PARIE SUR L'AFRIQUE

PP.2,4-5



## A JOHANNESBURG, XI JINPING PROMET 36.000 MILLIARDS DE FCFA AU CONTINENT

## Invité Spécial P.6

**M. AGBANGBA OMAR,  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'AGENCE NATIONALE DU  
VOLONTARIAT AU TOGO  
(ANVT)**



## Dossiers P.8

**FANTCHAO GNAGADA :  
LE DERNIER MARCHÉ  
DE TROC DE LA  
SOUS RÉGION**

**CANCER : P.9  
PROGRESSION DE LA  
MALADIE AU TOGO,  
AVEC PLUS DE 2800  
DECES EN 2012**

## Eco Social P.14

**AMBASSADRICE VLISCO :  
1<sup>ères</sup> ACTIONS  
SOCIALES DE MME  
MIMI ESSI BOUSSOU-  
SOEDJÉDÉ**

# ATTENTION A MANGO!

Depuis plusieurs semaines une vive tension règne à Mango, relativement au projet de renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo, lancé en 2012 et placé sous le parrainage du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Etalé sur quatre pays de la sous-région ouest-africaine, le Bénin, le Ghana, le Burkina Faso et le Togo, il s'agit notamment de borner des espaces destinés à la faune et la flore. Ainsi, les populations occupant illégalement ces zones seraient donc priées de se déplacer afin d'y préserver l'écosystème, dans un contexte international de plus en plus dominé par la problématique de la promotion de l'environnement. Le projet, exécuté jusqu'à 100 % dans certains pays comme le Bénin ou le Ghana, concerne dans notre pays, trois préfectures, Kpendjal, Kéran et Oti. Parce que mal piloté et mal compris dans cette dernière, le projet a été fortement rejeté, avec l'instrumentalisation de certains, pour des raisons essentiellement politiques. Résultat des courses : plusieurs morts dont le Directeur régional des services de Police pour la région des Savanes, de nombreux blessés, d'importants dégâts matériels et des séquelles qui risquent de traîner longtemps encore. Pour une zone qui a été par le passé traumatisée, déjà pour des questions environnementales mais certes dans un contexte très différent, c'est de nouveau un tribut trop lourd à supporter.

Pour mettre fin à l'escalade et permettre un retour progressif au calme, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures. Notamment la nomination immédiate d'un nouveau préfet de l'Oti, l'installation sans délai du nouveau chef de canton, le repli des éléments de 3<sup>e</sup> catégorie initialement réquisitionnés par l'autorité compétente locale, la poursuite diligente de la procédure judiciaire. Ces décisions ont le mérite, après celle de suspendre le projet querellé, d'avoir pris en compte les revendications des opposants à celui-ci et celles d'une partie de la population quant aux conditions d'un retour à la sérénité. Elles sont l'expression également de la volonté des autorités, de ne pas faire perdurer une situation de tension, en installant un bras de fer dont les conséquences pourraient être catastrophiques en tous points de vue.

Mais en même temps, il faut faire attention à ce que la rue ne fasse pas autorité dans notre pays, déjà en proie à de l'incivisme notoire et au respect dégradant de la chose publique. En effet, si l'écoute et le dialogue sont indispensables de la part des responsables politiques dans une démocratie moderne et apaisée, il ne faut pas non plus donner l'impression que c'est la rue qui gouverne et que l'Etat cède, même en étant fondé à agir, aux moindres contestations. Ce serait alors la fin de la république et de la démocratie. Lorsqu'on entend les cassandres appeler chaque localité à s'inspirer de Mango face à leurs difficultés, il y a de quoi s'interroger. Il appartient, de façon pressante et en toute responsabilité, aux autorités du pays de trouver le juste équilibre entre l'indispensable autorité de l'Etat et la nécessaire démarche inclusive qui doit caractériser la mise en œuvre de tout projet, qui passerait par ailleurs par l'organisation dans les meilleurs délais d'élections locales. Car on l'a vu, les pyromanes bien identifiés ne se sont pas contentés des mesures gouvernementales et de la suspension du projet ; ils réclament son retrait pur et simple. En attendant l'indépendance de Mango ?

## SOMMET SINO-AFRICAIN :

## LA CHINE PARIE SUR L'AFRIQUE

## A JOHANNESBURG, XI JINPING PROMET 36.000 MILLIARDS DE FCFA AU CONTINENT

Une quarantaine de dirigeants africains, dont le président togolais Faure GNASSINGBE se sont réunis du 04 au 05 décembre dernier à Johannesburg (Afrique du Sud), autour du leader chinois XI JINPING, pour la deuxième édition du sommet de coopération sino-africain, le FOCAC, le premier à se tenir sur le continent. Une série de nouvelles mesures ont été annoncées pour les trois années à venir. Notamment la promesse de 60 milliards de dollars d'aide (environ 36.000 milliards de FCFA)

Les engagements chinois se présentent principalement sous forme de prêts, «incluant 5 milliards de prêts à taux zéro et 35 milliards de prêts à taux préférentiels», a annoncé le président à l'ouverture du forum, sous les applaudissements de ses pairs africains, venus nombreux à Johannesburg.

Selon XI JIPING, les 60 milliards sont destinés à financer dix programmes de coopération sur trois ans dans plusieurs domaines notamment de l'agriculture, de l'industrialisation, de la réduction de la pauvreté, de la santé, de la culture, de la sécurité, de la protection de la nature ou encore du développement vert.

L'annonce de la fourniture aux pays touchés par les effets d'EL NINO des aides alimentaires d'urgence de plusieurs centaines de millions de dollars ainsi que celle de l'effacement des dettes gouvernementales sans intérêt échues fin 2015 des pays africains les moins avancés, ont été particulièrement salués par les dirigeants africains, et constituent également l'un des moments phares du sommet.

Toutes ces promesses interviennent pourtant dans un contexte marqué par une chute des investissements chinois en Afrique de plus de 40% au cours des six premiers mois de 2015, par rapport à la même période l'an dernier. Une chute attribuée au ralentissement de la croissance chinoise.

### COOPERATION GAGNANT-GAGNANT.

Avant l'ouverture du forum, le chef de la diplomatie chinoise WANG YI avait annoncé les couleurs : il s'agira pour son pays d'insister sur sa forte détermination et ses sincères intentions à rester engagée dans une coopération croissante et amicale entre la Chine et l'Afrique. De fait, placé sous le signe d'une « coopération gagnant-gagnant »,



Photo de Famille

le sommet a été présenté comme « une nouvelle étape importante dans l'histoire des relations sino-africaines ». Depuis une décennie, la Chine achète en grandes quantités pétrole, fer, cuivre et autres matières premières aux pays africains, contribuant à la flambée des prix. Mais le ralentissement de sa croissance produit désormais l'effet inverse, plongeant plusieurs pays africains dépendants en pleine crise, comme la Zambie, producteur de cuivre.

La devise zambienne, le kwacha, a perdu 45% de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année en raison d'une baisse vertigineuse des prix du cuivre, qui représente 60% des exportations de ce petit pays d'Afrique australe. « Nous devons trouver d'autres produits à exporter vers la Chine », a reconnu la ministre zambienne du Commerce, Margaret Mwanakatwe, qui compte sur le Focac pour renforcer ses liens avec l'Afrique.

Le président du Nigeria, première puissance pétrolière du continent, table lui sur le financement de Pékin pour une usine électrique considérée clé par Abuja et pour des projets pharaoniques de chemins de fer.

En route pour le sommet, le président chinois avait fait escale au Zimbabwe, paria de l'Occident, où il a signé plusieurs accords économiques. A Johannesburg, il a conclu avec son homologue sud-africain 26 accords bilatéraux pour un montant de plusieurs milliards de dollars dans les domaines industriel, agricole, des infrastructures et de la coopération économique.

L'Afrique du Sud, première puissance industrielle du continent, insiste sur la relation gagnant-gagnant de l'Afrique avec la Chine. Le Focac « n'est pas une conférence humanitaire, mais une conférence entre partenaires », a déclaré Ghulam Hoosein Asmal du ministère sud-africain des Affaires étrangères. « L'Afrique n'attend pas d'aides financières. »

« L'Afrique doit travailler à saisir des opportunités », a insisté le ministre des Finances sud-africain, Nhlanhla Nene, ajoutant que la Chine offrait des occasions pour « faire fructifier notre commerce ».

« Les dirigeants africains recherchent une émancipation économique, pas seulement de dépendance vis-à-vis de la Chine », estime Lyle Morris, analyste à la Rand

(Suite à la page 4)

Tapez \*228#



drive dentsu

moov forfait international

**Plus besoin de compter  
les minutes à l'international !**

Appelez vos destinations préférées à des tarifs exceptionnels :

| Pays concernés                                                                                   | Pass         | Prix    | Volume |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------|--------|
| Bénin - Niger<br>Côte d'Ivoire - Burkina Faso                                                    | Journalier   | 465 F   | 5 min  |
| France - Royaume Uni - Allemagne<br>Belgique - Espagne - USA - Canada<br>Chine - Inde - Pakistan | Journalier   | 400 F   | 5 min  |
|                                                                                                  | Hebdomadaire | 2 000 F | 35 min |

## SOMMET SINO-AFRICAIN :

(Suite de la Page 2)

Corporation aux États-Unis. « Les dirigeants africains ont besoin d'exploiter leurs relations (avec la Chine) dans un sens qui participe directement à l'industrialisation de l'Afrique. »

### RENCONTRES BILATERALES :

A Johannesburg, M. Xi a eu à la veille de l'ouverture du sommet, des entretiens séparés avec les dirigeants de neuf pays africains à Sandton, le quartier financier.

Il a ainsi vu ses homologues togolais Faure Gnassingbé, guinéen Alpha Condé, djiboutien Ismaïl Omar Guelleh, ghanéen John Dramani Mahama, angolais José Eduardo dos Santos, malien Ibrahim Boubacar Keïta, gabonais Ali Bongo Ondimba, mozambicain Filipe Nyusi et kenyan Uhuru Kenyatta. La coopération pratique a été au centre de ces rencontres bilatérales. Lors de celles-ci, Xi Jinping a exprimé la volonté de la Chine de renforcer les liens économiques avec les pays africains dans des domaines tels que l'investissement et la finance, la construction d'infrastructures, la manufacture, l'agriculture, les capacités de production et la santé, ainsi que la coopération dans le cadre de son initiative « la Ceinture et la Route ».

Les dirigeants chinois et africains sont également parvenus à un consensus sur le renforcement de la confiance politique mutuelle,

la promotion des échanges entre les peuples et la consolidation de l'unité dans les affaires régionales et mondiales.

M. Xi a par ailleurs assuré que son pays adhérerait au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays africains, tout en renforçant leurs liens économiques, et a appelé les deux parties à se tenir côte à côte dans la sauvegarde des intérêts communs des pays en développement

Au cours du banquet organisé dans la soirée du 03 décembre pour célébrer l'amitié sino-africaine, il a suggéré que les deux partenaires fassent des efforts conjoints pour concrétiser ces liens d'amitié en donnant un nouvel élan à la poursuite de la coopération et du développement et en transformant les riches ressources naturelles et humaines de l'Afrique pour de meilleurs retombées pour les populations.

### OBJECTIFS :

Les FOCAC constituent des conférences ayant pour buts de mener des consultations sur un pied d'égalité, d'approfondir la connaissance mutuelle, d'élargir les terrains d'entente, de renforcer l'amitié et de promouvoir la coopération. Ils réunissent les représentants de la Chine et des pays africains, à l'exception de trois pays africains (Burkina Faso, Sao Tomé et Swaziland) qui n'y sont pas conviés, en raison

de leurs relations diplomatiques avec Taïwan, île séparée de la Chine continentale depuis 1949. Depuis, la FOCAC s'est institutionnalisée progressivement pour devenir aujourd'hui une plateforme importante de dialogue collectif et un mécanisme efficace de coopération pragmatique entre la Chine et les pays africains amis et donner un bon exemple de la coopération Sud-Sud.

En filigrane, ces rassemblements sont particulièrement marqués par un prisme économique bilatéral, quoique présenté comme multilatéral, et mettent en exergue l'indiscutable désidéologisation de l'État chinois et de ses institutions.

Le sommet de Johannesburg qui marque le 15ème anniversaire du forum est le deuxième du genre à réunir les États au niveau des Chefs d'États.

D'octobre 2000 à juillet 2012, cinq sommets se sont alternativement déroulés en Chine et en Afrique. Organisés tous les trois ans, ils réunissent désormais la grande majorité des États africains, qui étaient d'ailleurs et déjà 44 à visiter Beijing lors du premier, du 10 au 12 octobre 2000.

Le premier Forum en 2000 voit la création d'un Conseil économique conjoint Chine-Afrique et d'un Fonds de mise en valeur des ressources humaines en Afrique.

Trois années plus tard, à Addis-

Abeba en Éthiopie – où se situe le siège de l'Union africaine agrandi par la Chine –, 70 ministres de 44 États et 6 chefs d'États africains acceptèrent avec bienveillance les gestes de « solidarité » gracieusement offerts par Wen Jiabao, Premier ministre chinois. Étaient également présents, les 15 et 16 décembre 2003, Alpha Oumar Konaré, président de l'UA, et un envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU. Cette même année est celle du lancement, par le président Hu Jintao, de la « doctrine d'une grande puissance responsable »

Les 4 et 5 novembre 2006, de retour à Beijing, 48 États sont représentés. Par ailleurs, 2006 est également l'année de la publication du Livre blanc – La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique – et l'année de l'Afrique en Chine. Lors de ce troisième Forum et hormis l'annulation de dettes (pour 31 États et pour un montant de plus de 10 milliards de yuan), la Chine augmente le nombre de produits exemptés de taxes douanières, ces marchandises exportées des Pays les moins avancés (PMA) vers la Chine : de 190, ils passent à 440. En plus du China Africa Business Council (CABC) créé en 2005, les autorités se dotent d'un nouvel instrument financier et à vocation internationale, le China-Africa Développement Fund (CADF), fonctionnel le 26 juin 2007

Du 8 au 9 novembre 2009, pour la quatrième Conférence sino-

africaine, Charm el-Cheikh en Égypte est désignée pour accueillir 49 représentants africains. Lors de ce sommet, la Chine a convenu de renforcer ses investissements et sa participation au développement des infrastructures en Afrique par différents moyens, tels que l'octroi de crédits ou d'aides sans contrepartie et l'encouragement des investissements des entreprises chinoises.

C'est un État de moins qu'en 2012, les 19 et 20 juillet, à Beijing. En Égypte, les États africains voient la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique intégrer le vaste éventail de domaines de coopération sino-africain. La Chine y déclare également soutenir ses partenaires dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Globalement et depuis les années 1950, la Chine a financé 884 projets, envoyé environ 17 000 assistants médicaux et médecins, plus de 300 volontaires et accueilli plus de 25 000 Africains venus se former sur le territoire chinois.

De 2000 à 2012, des annulations de dettes à la coopération environnementale et à l'échange de savoir-faire relatif aux Think Tanks, l'évolution des Conférences et des rapports sino-africains traduit l'ajustement de la Chine aux contraintes internationales, mondiales et mondialisées.

## RENCONTRE FAURE GNASSINGBE-XI JINPING : DES RELATIONS AU BEAU FIXE ENTRE LES DEUX PAYS

**E**n marge du sommet Chine-Afrique, le président Faure GNASSINGBE s'est entretenu le 03 décembre à Johannesburg avec son homologue chinois, XI JINPING.

Les deux dirigeants ont salué l'excellence des relations qui unissent les deux pays. Le leader chinois a d'abord salué la qualité de la relation, s'est engagé à renforcer la coopération dans le domaine des infrastructures, de l'agriculture, des routes et de la santé. Xi Jinping a émis le souhait de faire de la zone du port de Lomé un pôle industriel. L'idée est de faciliter l'implantation d'entreprises chinoises créatrices de main d'œuvre. 'Le gouvernement encouragera et soutiendra les entreprises chinoises à investir au Togo dans le domaine des

matériaux de construction, du textile, de la production alimentaire et de l'assemblage automobile. Nous souhaitons aider ce pays à développer sa propre industrie', a précisé le N°1 chinois.

La discussion a également porté sur le barrage d'Adjarala. Le groupe chinois Sinohydro Africa a signé avec le gouvernement du Bénin et du Togo un mémorandum d'entente pour la construction de ce barrage (147 mégawatts) sur le fleuve Mono. Le président chinois a donné son accord pour le financement de

cette opération. Enfin la Chine s'est engagée à soutenir le Togo pour l'organisation du prochain sommet de Lomé sur la sécurité maritime. 'La question de la sécurité dans la région Cédéo est cruciale et mon pays est prêt à assister le Togo et les États de la région, a indiqué M. Jinping.

Le président Faure Gnassingbé, pour sa part, a déclaré que le Togo chérit son amitié traditionnelle avec la Chine et apprécie l'aide précieuse et de longue date fournie par la Chine.

Le Togo se félicite de l'augmentation des investissements chinois et espère renforcer la coopération avec la Chine dans plusieurs do-



maines, y compris la sécurité alimentaire, le port et la construc-

tion de chemin de fer, ainsi que la logistique, a-t-il dit

## BREF APERCU RELATION CHINE-TOGO

### COMMERCE BILATÉRAL

Sur la période 2008-2014 et selon les statistiques disponibles, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et le Togo s'élève en moyenne à 117 932 640 311 FCFA, soit près de 5 167 637 650 FCFA pour les exportations du Togo vers la Chine et de 112 765 002 661 FCFA pour les importations en provenance de la Chine. La balance commerciale du Togo avec la Chine est de toute évidence déficitaire. Autrement dit, le Togo importe plus qu'il n'exporte vers la Chine.

Les importations togolaises en provenance de la Chine sont les plus importantes de tous ses partenaires commerciaux. Le marché togolais est très largement ouvert aux produits chinois qui sont librement commercialisés sur le territoire national.

Le Togo exporte vers la Chine principalement les noix de cajou en coques, des arachides, de l'huile et les tissus de coton, le manioc et ses dérivés, les graines de sésame, les vins et les moûts de raisin, de l'or, des cigarettes, des eaux minérales et gazéifiées, mais aussi des véhicules diesels, des meubles en bois, des tôles. Il importe de la Chine principalement des véhicules automobiles, des véhicules de transports de personnes, du matériel électronique, des équipements sanitaires, des produits pharmaceutiques, des produits alimentaires et du matériel de construction.

### INVESTISSEMENTS MAJEURS

La Chine encourage et supporte les sociétés chinoises performantes à investir dans les pro-

jets de coopération au Togo, notamment dans le textile, l'industrie légère, l'électroménager, la mécanique et les télécommunications.

*-Infrastructures de développement et de transport*

#### 1. Santé

- l'Hôpital de Kara Tomdè réceptionné en 1993 ;
- le Centre de Prévention et de Traitement du Paludisme, crée en 2009 et installé provisoirement à la polyclinique de Lomé avant d'être transféré au CHR de Lomé-commune ;
- le Centre hospitalier régional de Lomé (CHR), d'une capacité d'accueil de 80 lits et de soins externes, à Kégué réceptionné en avril 2010.

#### 2. Agriculture, eau , hydraulique et assainissement

- le Complexe sucrier d'Anié ;
- le Centre pilote des techniques agricoles de Sanguéra ;
- Champ d'expérimentation des variétés de maïs et de riz chinois pour améliorer la production du maïs à Sanguéra ;
- construction de deux cents (200) forages dans la région des Savanes et de la Kara ;
- étude de faisabilité des travaux de drainage et d'aménagement des zones dans les bassins des fleuves Haho et Zio.

#### 3. Education et formation

Le gouvernement chinois accorde chaque année près de soixante (60) bourses d'études et de stages de perfectionnement au profit des étudiants et fonctionnaires togolais en Chine.

#### 4. Infrastructures routières et bâtiments publics



Plusieurs infrastructures ont été réalisées au Togo grâce à la coopération chinoise. On peut citer, entre autres, le Palais des Congrès de Kara, le Stade de Kégué d'une capacité de 30 000 places, la nouvelle Présidence de la République, la construction et la réhabilitation de trois (3) ponts (Togblékopé, Lilikopé et Amakpapé), le contournement de la faille d'Aledjo et du mont Défalé, la construction des nouveaux locaux de l'Institut Confucius à l'Université de Lomé et le lycée scientifique de Lomé.

#### PROJETS ET TRAVAUX EN COURS :

- le projet de construction du nouveau Palais de l'Assemblée nationale ;
- le projet de réalisation de 100 forages dans la région maritime;
- le projet du nouveau Centre administratif des services à Lomé ;
- la route nationale N°1, tronçon Tandjouaré - Cinkassé (81km).

A ces différents projets et réalisations, il faut ajouter l'appui

technique que la Chine accorde au Togo pour l'entretien et la maintenance des infrastructures précitées : le stade de Kégué, la nouvelle Présidence de la République, le Centre hospitalier régional de Lomé, le Centre pilote des techniques agricoles de Sanguéra, le Centre hospitalier régional de Kara Tomdè et le Palais des Congrès de Kara.

#### 5. Economie et finances

La Chine accorde chaque année au Togo, une enveloppe financière d'environ 7 milliards de F CFA sous forme de don et de prêt sans intérêt. A ce titre, on peut citer:

- octroi d'un prêt préférentiel

de 250 millions de Yuans Renminbi, soit près de 212 500 000 000 FCFA en 2004 destiné à la réalisation du Projet hydroélectrique d'Adjarala ;

- convention de financement de 165 millions de dollars, soit plus de 80 milliards de F CFA, signée entre le Gouvernement togolais et la China Exim Bank destinée à la rénovation et la construction des réseaux routiers et de télécommunications.

Par ailleurs, le Gouvernement chinois a annulé une partie de la dette extérieure du Togo portant sur des prêts sans intérêts arrivés à échéance le 31 décembre 2009.



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé  
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

#### • Directeur de Publication Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

#### • Rédaction

Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction  
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique  
Ibrahim SEYDOU

#### • Collaboration

Kossi THEMANOU  
Salomon WILSON  
Raphael DJAMESSI

Essénam KAGLAN  
Wilfried ADEGNIKA

#### • Distribution

Bernard ADADE

#### • Maison du journalisme

Casier N°49

#### • Imprimerie

Imprimerie 1 Rois 17  
BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 90054237  
99587773

#### • Conception

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 22 26 01 91

+228 22 19 78 20

Lomé Togo

#### • Tirage

2500 exemplaires



Pour tout

- ✓ Renseignement
- ✓ Information
- ✓ Conseil

contacter le centre d'appel  
au N° VERT

8201

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## M. AGBANGBA OMAR, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DU VOLONTARIAT AU TOGO (ANVT):

✶ Albert AGBEKO

### « LES CHIFFRES MONTRE QU'AU TOGO 35% DES JEUNES VOLONTAIRES QUI S'ENGAGENT, ARRIVENT À DÉCROCHER UN EMPLOI »

**D**epuis l'institutionnalisation de l'Agence Nationale du Volontariat au Togo, celle-ci bénéficie d'un véritable engouement auprès de la jeunesse du pays, qui s'y engage déjà par milliers. Le 05 décembre dernier l'Agence a lancé un autre programme en faveur des jeunes déscolarisés. Nous avons rencontré à ce propos son Directeur Général, M. Omar AGBANGBA qui nous explique ce qui fait le succès du système de volontariat togolais.

**Focus Infos : Qu'entendons-nous par volontaire ?**

**AGBANGBA Omar :** Le volontaire est celui qui, de façon désintéressée, sans rien à attendre en contrepartie, sans être obligé, qui n'attend pas de rémunération, se donne, apporte sa contribution de façon volontariste, et sans obligation, au développement d'une communauté.

**F I : Le volontariat est-il devenu, de nos jours, la clé au problème d'emploi de la jeunesse togolaise ?**

**A O :** Le volontariat est un outil de développement. Il permet à nos Etats de mobiliser davantage de ressources au service du développement, tout en véhiculant ou en inculquant aux jeunes, des valeurs citoyennes. A ce titre, le volontariat reste un fort outil de citoyenneté, pour dire aux jeunes que tout ce qui touche au développement de leur pays les concerne. C'est l'essence même du volontariat.

Quant au lien entre volontariat et employabilité, le premier offre aux jeunes l'opportunité d'acquérir une expérience, une pratique qui leur permettront d'être compétitifs sur le marché de l'emploi. Les chiffres montrent qu'au Togo, 35% des jeunes volontaires qui s'engagent, arrivent à décrocher un emploi.

**F I : Le volontariat togolais fait des émules un peu partout dans le monde. Récemment, il a reçu les félicitations des Nations-Unies et beaucoup de pays du continent viennent s'inspirer de l'expérience togolaise. Dites-nous quels sont les atouts du système togolais ?**

**A O :** Les atouts du système togolais, c'est d'abord la volonté des plus hautes autorités du pays. Elles y croient, y mettent des moyens sans attendre nécessai-

rement un appui financier extérieur.

Ensuite la grande confiance qu'entretient la jeunesse autour de ce programme et qui explique son engouement. Il faut relever aussi la disponibilité des structures d'accueil. Enfin, le sérieux de tout ce qui entoure le processus d'indentification, de mobilisation et de renforcement de capacité et le dispositif d'accompagnement très efficace. Voilà essentiellement les raisons de la réussite de volontariat togolais.

**F I : Le Togo accueille des volontaires de plusieurs pays sur son territoire. Il est cependant rare de voir des jeunes volontaires togolais faire le chemin inverse pour aller acquérir l'expérience à l'étranger. Qu'est-ce qui bloque l'envoi des volontaires togolais à l'étranger ?**

**A O :** Pour de telles affirmations, il y a lieu peut-être de voir de près les statistiques. Cependant, il faut relever le fait aussi que le Togolais reste très attaché à sa patrie, n'aime pas prendre beaucoup de risques. De fait, lorsqu'on regarde les diasporas à travers le monde, on constate que les Togolais émigrent peu. N'empêche que l'ANVT mène une réflexion sur le programme appelé volontariat international de réciprocité. Il y a aussi par exemple cette discussion avec la France pour accueillir des compatriotes.

Le Togo est l'un des pays de la sous-région qui accueille davantage de volontaires. Leur nombre est estimé entre 3000 et 3500, venus de différents pays. Il n'y a donc pas de raison pour que nos compatriotes aussi aillent profiter de l'expérience d'autres pays.

**F I : Quels sont les secteurs d'activités dans lesquels les volontaires togolais sont déployés ? Combien de personnes avez-vous réussi à mobiliser ?**

**A O :** A ce jour, le volontariat togolais a mobilisé plus de 6500 jeunes. Et probablement entre 8500 et 9000 d'ici la fin d'année. Le secteur clé dans lequel se retrouvent les volontaires est l'administration publique, qui en a la majorité parce qu'il y a souvent des besoins énormes de compétence et d'appui en termes de ressources humaines. Il faut citer également l'éducation, l'agriculture, l'environnement, l'hygiène, l'eau, et beaucoup d'autres secteurs qui contribuent au développement du pays.

**F I : Il y a un programme en cours de préparation en direction des jeunes sans qualification. Dites-nous les critères pour y participer ?**

**A O :** On est à la phase d'information à l'intention des jeunes sur ce programme qui doit être lancé officiellement le 05 décembre prochain à l'occasion de la Journée internationale du volontariat. (interview réalisée début décembre ; ndlr). Nous avons eu des rencontres avec les chefs de quartiers, les CDQ (NDLR : Comité de développement des quartiers) pour parler de ce programme et comment les jeunes devraient s'inscrire.

Il s'adresse aux jeunes qui ont abandonné l'école, ont appris ou non un métier. La plupart du temps, ils sont exposés à tous les risques et il s'agit de leur offrir des perspectives. D'abord en faisant un travail de renforcement de leur capacité en matière de citoyenneté, de solidarité nationale, de vivre ensemble, de cohésion sociale. Ensuite en leur donnant des compétences de vie, de manière à donner du sens à leur parcours.

De fait, des formations sur des activités génératrices de revenus vont leur être données de telle sorte qu'une fois leur mission qui



dure entre 3 à 6 mois terminée, ils fassent des choix professionnels.

**F I : Quels sont les critères pour participer au programme de volontariat togolais ?**

**A O :** Il faut d'abord être de nationalité togolaise, âgé de 18 à 35 ans, avoir abandonné l'école depuis au moins trois ans, n'avoir aucune formation professionnelle, résider sur le territoire national, accepter de participer à ce programme parce qu'en dehors des renforcements il y aura des activités d'intérêt collectif, par exemple assainir les quartiers.

**F I : Dans de nombreux pays, le volontariat va de paire avec le service militaire. Peut-on s'attendre dans un futur proche voir les jeunes togolais qui désirent faire le service militaire être reçus sous les couleurs nationales ?**

**A O :** Le service militaire c'est le service civique. Celui-ci est fait ailleurs par les militaires parce qu'on estime qu'il y a une certaine discipline dans l'armée et qu'il faut utiliser le service militaire pour le faire. Mais dans notre jargon du volontaire, cela s'appelle service civique.

Aujourd'hui de plus en plus de pays ont le service civique. Quand vous prenez le Sénégal, le Cameroun, ... ils ont des services civiques mais c'est généralement plus élargi que le volon-

tariat. Nous avons opté pour le volontariat tout en donnant des éléments du service civique en termes d'éducation civique, d'éducation à la citoyenneté.

Quand on est citoyen on a besoin de tout ça. Ce sera aux autorités de décider à moyen ou long terme s'il faut adopter également le service militaire.

**F I : Un mot de fin...**

**A O :** Nous avons besoin des médias pour communiquer, relayer l'information. La sensibilisation et l'éducation des masses passent par vous. Et elles sont importantes parce que le degré de stabilité d'une nation, est intimement lié à celui de la citoyenneté des populations, de leur attachement aux valeurs républicaines, celles du vivre ensemble, du pardon, du respect mutuel, de l'acceptation des différences. Le développement du pays est à ce prix là.

Le volontariat est un outil innovant et performant. Le soutien de tous est donc indispensable. Le seul fort engagement du gouvernement ne suffira pas. Tous devront s'y associer : acteurs de la société civile, du secteur privé etc... Lorsqu'une entreprise prend par exemple 100 volontaires, vous imaginez bien le changement que cela peut apporter au pays. C'est ensemble que nous devons progresser.

**EDMOND KOMLA, PATRON DU STUDIO PHOTO-VIDÉO « LA DIFFÉRENCE » :**

✎ Albert AGBEKO

## « TOUT MÉTIER EST PORTEUR D'ACCOMPLISSEMENT À CONDITION D'Y METTRE DE LA VOLONTÉ »

**I**ls ont le don d'immortaliser en un clic les événements heureux ou malheureux de la vie. Eux, ce sont les photographes. Ils ont pour profession de préparer, organiser et réaliser des prises de vue, qu'il s'agisse de reportages, de photographies de mode ou de publicité. Ils réalisent parfois eux-mêmes ou supervisent le développement des photos qu'ils ont prises. Cette profession passionnante qui bénéficie aujourd'hui de l'évolution des nouvelles technologies avec notamment l'apparition du numérique est paradoxalement menacée par elles. C'est donc de sa capacité à s'adapter et à faire face à ces défis que dépendra la survie de la profession, nous confie, M. Edmond Komla YAKA, patron de l'atelier de photo « La Différence » à Lomé, depuis quatre ans.

Pour M. YAKA, bien que les appareils numériques ont rendu le travail plus facile, ils ont vulgarisé la profession car tout le monde devient photographe ce qui n'est pas souvent à leur avantage. Aussi demande-t-il à ceux qui s'intéressent au métier à se faire former comme lui.

En 2007 sans aucune qualification dans le domaine, le patron du studio photo-video « La Différence » s'est lancé dans la photographie. Mais mû par la volonté de faire carrière, il n'hésitera pas à se former. Grâce au concours du Syndicat national des reporters d'image du Togo (SYNRIT). Le tout couronné par le diplôme de Certificat

de formation artisanale (CFA), un diplôme d'Etat togolais.

« Avec ce diplôme je continue par faire mon boulot avec respect. J'aime bien ce métier, c'est un bon métier qui nourrit son homme.

Tout métier est porteur d'accomplissement à condition d'y mettre de la volonté. C'est grâce à ça que je prends en charge les membres de ma famille. Nos devanciers grâce à ce métier ont construit des maisons. Notre rêve aussi est d'y arriver et laisser un nom à la progéniture », nous confie M. YAKA. Pour lui, la formation est très importante. Elle permet d'avoir les b-a-ba du métier. Mais regrette-t-il, dans notre pays, on est convaincu qu'un photographe n'a pas besoin

de formation.

L'esprit de créativité, la conviction et la patience sont les qualités que doit avoir tout photographe professionnel pour bien exceller dans le domaine, nous apprend-il « Le photographe professionnel à la différence de l'amateur, joue avec son imagination pour trouver les bons cadrages, l'éclairage idéal et un décor original. Prendre des personnes en photo n'est pas évident : toutes ne sont pas d'accord. Il doit alors faire preuve d'un bon sens du contact et de grandes qualités d'écoute », déclare le patron de « La Différence ». Mais attention, prévient-il, il ne s'agit pas de harceler les clients et les prendre en photo sans leur consentement



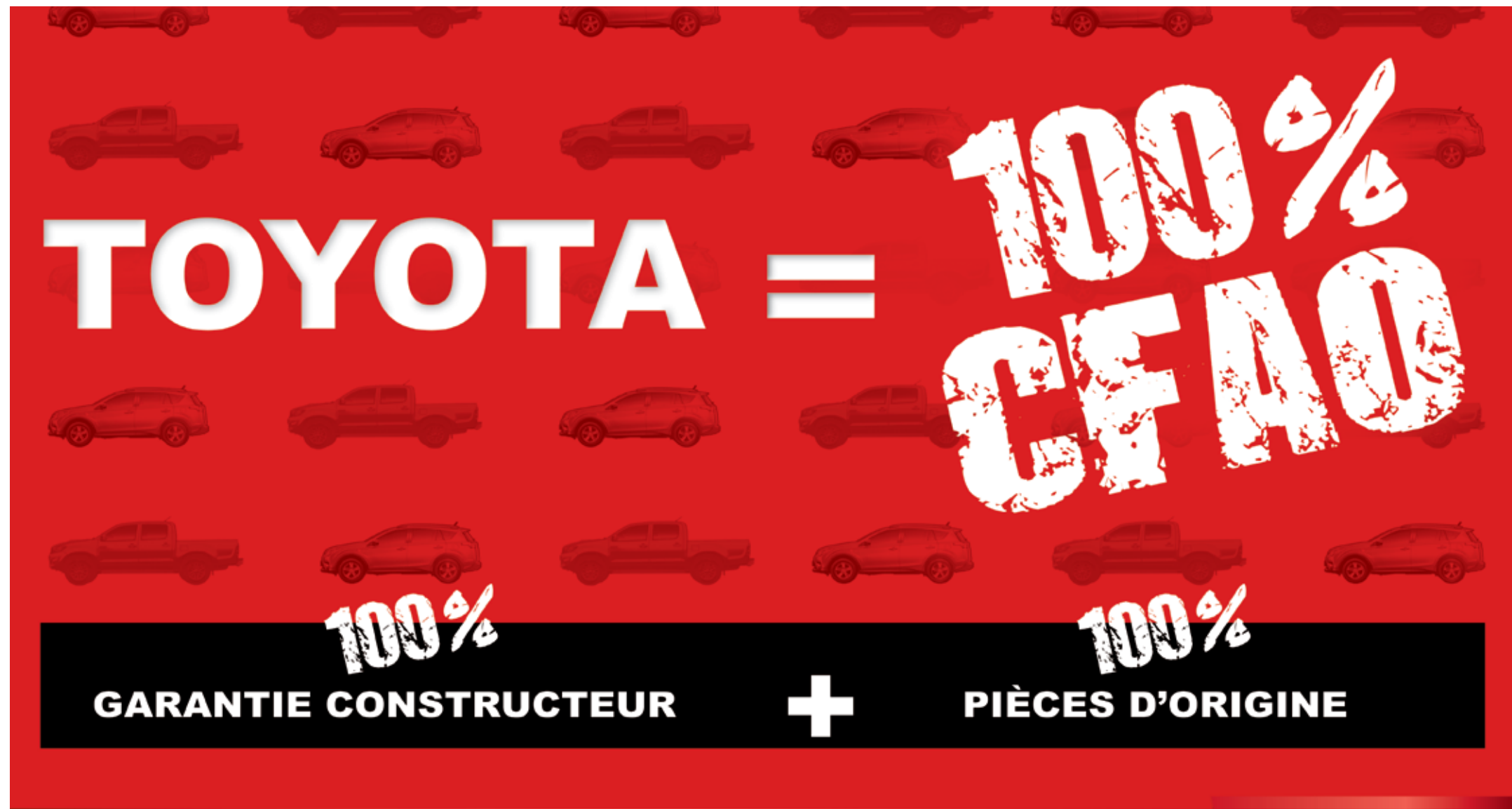
pour soi-disant leur vendre le cli-  
ché.

Même si les photographes professionnels subissent la concurrence des amateurs, M. YAKA se réjouit que quand il s'agit d'immortaliser les moments rares et uniques de la vie d'un homme, la préférence va aux professionnels.

« On ne peut pas refuser la concurrence des amateurs mais ils ne

peuvent pas prendre toutes les images à savoir le mariage, la soutenance, les conférences, la dot, l'anniversaire... car il y a des poses, des réglages à faire pour avoir une bonne qualité d'image qu'ils ne maîtrisent pas » se rassure-t-il.

Après quatre ans d'exercice, le studio « La différence » a deux apprentis.



# TOYOTA =

# 100% CFAO

## 100%

**GARANTIE CONSTRUCTEUR**

+

## 100%

**PIÈCES D'ORIGINE**

 **CFAO MOTORS**  
cfaogroup.com

Bd Eyadema BP 332 Lomé  
Tél. 22 23 31 00  
cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR  
OFFICIEL



# FANTCHAO GNAGADA : LE DERNIER MARCHÉ DE TROC DE LA SOUS RÉGION

**P**remière formule des échanges commerciaux en Afrique, le troc demeure jusqu'à ce jour, le système commercial le plus adopté dans la ville bicentenaire de Togoville. Dans l'ancienne capitale du Togo (1884-1907), située à 63,9 km de Lomé, le seul marché qui s'anime tous les mercredis, reste en effet en ce 21<sup>e</sup> siècle, un espace où s'échangent produits agricoles contre ceux halieutiques, industriels ou des services.

Construite sur une superficie d'environ huit mille (8000) mètres carrées, le marché de Fantchao Gnagada est situé à treize (13) kilomètres de la ville de Vogan et à environ 700 mètres du Lac Togo. Avec ses quatre (4) hangars modernes à l'entrée et une quarantaine d'apatams de fortune, on peut y retrouver toutes sortes de produits allant du textile, aux bijoux en passant par les vaiselles ainsi que d'autres objets de valeurs et des condiments. La particularité sur ce marché c'est la pratique du troc. « Il est vrai que la finalité du commerce est le gain ou le bénéfice. Cependant, le troc tel que pratiqué de nos jours au marché de Fantchao Gnagada, se fait également dans un esprit de solidarité et d'entraide » Voilà comment Madame Afangbédji, une troqueuse de légume, résume la motivation de ce système de commerce auquel résiste tant bien que mal quelques rares commerçants qui, eux, préfèrent le système de vente.

## LE TROC

Un mercredi matin, il est environ 10 h à Togoville. Tenant des assiettes contenant divers types de céréales, de tubercules, de pâtes de manioc, de poissons séchés ou encore des coqs et poules, des hommes et femmes font des allers et retours entre les apatams du marché. A chaque déplacement, un mini échange s'effectue. Ici, on distingue trois types d'acteurs. D'un

côté, les cultivateurs qui habitent les villages environnants (Djankanssé, Sévagan, Vogan, Akoumapé, Masséda...). Leurs marchandises sont constituées de céréales, de tubercules et de légumes. Ils viennent les échanger le plus souvent contre de la lingerie, de la parfumerie, de la savonnerie... De l'autre, il y a les pêcheurs et les éleveurs. Ils résident dans le canton de Togoville. Dernière catégorie : les commerçants qui viennent pour la plupart d'Aného, de Lomé et du Bénin voisin. « Dans ma famille, cette pratique commerciale se transmet de génération en génération. Nous convoyons des produits d'importation sur ce marché pour être vendus ou échangés contre des vivres. Tout se fait selon les désirs de la population locale. Puis les vivres perçus sont à nouveau convoyés à Lomé pour un commerce normal » témoigne N'sougan Nousoukoé. Il faut noter que les échanges ne se font pas sur la base quantitative des objets mais plutôt en considération de leur valeur économique. Une entente rapide et remarquable entre les parties caractérise ces échanges.

L'organe local de gestion du marché est également impliqué dans la pratique. Tout comme les commerçants, les troqueurs paient des taxes allant de 50 à 300fcfa, selon l'espace occupé par le stock et par l'individu. Mais aussi l'accès de certaines catégories de marchandises (pâte de manioc, charbon de bois...) au marché est

conditionné au paiement d'une redevance. A Togoville, le troc est intimement lié à l'histoire de l'esclavage, de la colonisation et même à l'origine de la ville. Ainsi, certains troqueurs paient les transporteurs (piroguier, chauffeur, motocycliste) des marchandises avec des vivres. Outre les vivres, à l'exception des pagnes de grande valeur et des objets électroniques, tout matériel est un objet potentiel de troc. Les saisons de récolte agricole et de pêche sont les périodes où ce marché s'anime le plus. Chaque mercredi, en moyenne, une population de quatre à sept mille personnes s'approvisionnent dans ce marché.

## CONSERVATION D'UNE PRATIQUE ANCESTRALE OU MANIFESTATION DE LA PAUVRETÉ

Le troc est le système commercial adopté au néolithique. Au Togo tout comme dans la plupart des pays africains, il a été longtemps utilisé dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage puis un peu plus tard durant l'esclavage.

Elle fera place à l'introduction de l'utilisation des cauris (premier monnaie africaine) et ensuite à la monnaie moderne, aujourd'hui le franc CFA. Pourquoi donc le troc se pratique toujours à Togoville?

Tout comme de nombreux autochtones, les touristes Européens que nous avons rencontrés sur la



Jour de marché à Fantchao Gnagada

presqu'île ne cessent de s'interroger sur les raisons de la pérennisation du troc dans le milieu. Plusieurs explications sont données mais deux retiennent l'attention. Selon Kossi Mlapa, un des princes héritiers de la localité, la pratique est encouragée par l'habitude des populations et l'admiration que portent les touristes saisonniers pour le phénomène.

Toutefois, il reconnaît que, « certaines personnes ne se retrouvent pas dans le troc. En plus tous les objets ne sont non plus échangeables. L'estimation par rapport aux produits viviers ou artisanaux demeure très complexe » a-t-il ajouté. En revanche, certains acteurs attribuent la continuité de la pratique au coût de vie qui serait très faible dans le milieu; à l'abandon de Togoville dans un enclavement quasi total.

## HISTORIQUE DE LA VILLE DE TOGOVILLE

Village appelé Togo au départ, Togoville est aujourd'hui une petite ville de la région maritime du Togo. Chef-lieu du canton de Togoville, la ville s'ouvre sur le Lac Togo et compte actuellement environ 30000 habitants. Elle tire sa célébrité pour avoir habité le 05 juillet 1884, la signature du protectorat créant Togoland; traité signé entre l'explorateur allemand Gustav Nachtigal et le roi Mlapa III de la localité.

Célèbre également en tant que centre de pratique animiste, la ville est très riche en tradition et passé historique. Durant son séjour au Togo du 8 au 10 août 1985, le Pape Jean Paul II y a concélébré une messe dans la cathédrale Notre-Dame du Lac Togo de la ville, construite en 1910.

# TRAITE DES ETRES HUMAINS : PLUS DE 100 TOGOLAIS VICTIMES DE TRAITE INTERNE CHAQUE ANNÉE

**E**nviron 22 millions de personnes sont victimes de la Traite des Êtres Humains (TEH) chaque année dans le monde. Et même si la traite transfrontalière semble la plus répandue au Togo, avec comme pays de destination le Koweït, le Liban, le Nigeria le plus souvent, celle en interne moins connue fait plus d'une centaine de victimes chaque année, malgré toutes les dispositions prises par l'Etat pour la freiner.

De 2008 à 2014, 804 cas de traite d'êtres humains en interne ont été signalés au Togo selon la justice togolaise. Parmi eux, 694 ont donné lieu à une enquête ; 591 ont fait l'objet d'une poursuite judiciaire et 403 condamnations ont été prononcées au total.

Ces chiffres bien qu'alarmants, ne traduisent pas la réalité selon Mme

Félicité Koublanou, Coordinatrice du Réseau de Lutte contre la traite des enfants au Togo (RELUTET). « Détecter une victime de traite s'avère, en effet, très complexe d'autant plus que les victimes sont souvent renfermées sur elles-mêmes » relève la Coordinatrice. Pour le Conseiller à la Cour Suprême M. Koffi Degbovi, « cette complexité s'explique du fait

des pesanteurs socioculturelles faisant obstacle aux dénonciations, de la limitation légale de l'âge des victimes (exclusion des adultes) et d'autres obstacles d'ordre structurel et logistique (insuffisance de moyens pour les enquêteurs et les magistrats) ».

Plus de 80% des victimes de traite



Des mineurs sur un chantier

d'êtres humains à l'interne sont en effet des mineurs de sexe féminin en

provenance des zones rurales et emmenés dans des zones urbaines pour être exploités à des fins lucratives. « Les victimes de traite au plan interne sont exploitées dans les travaux domestiques, dans les travaux agricoles, dans les constructions de bâtiments, dans l'artisanat, l'extraction de gravier, dans les cours d'eau, les carrières, les bars et restaurants et dans le domaine de la prostitution » selon le conseil

## CANCER : PROGRESSION DE LA MALADIE AU TOGO, AVEC PLUS DE 2800 DECES EN 2012

**L**ongtemps ignorée parce que considérée comme une maladie de riches ou des pays développés, le cancer est pourtant en nette progression dans notre pays. Selon une étude mondiale publiée par Globocan en 2013, le Togo aurait ainsi connu plus de 3700 nouveaux cas en 2012 et 2800 décès sur la même période. C'est dire donc qu'il est devenu un problème de santé publique. D'où l'annonce en octobre dernier par le gouvernement de la création de l'Institut National de la Cancérologie (INC), salué par le Comité Thématique de Lutte contre le Cancer (CLC). L'INC sera un pôle de référence national en matière de traitement et de prise en charge des cancers, conformément aux orientations définies dans la Déclaration de politique générale du gouvernement et au Plan stratégique national de lutte contre les maladies non transmissibles. Quelle est l'état de la maladie dans notre pays ? Dossier, avec notamment un coup de projecteurs sur le cancer du sein et celui du col de l'utérus.

Responsable de 1 décès sur 8 dans le monde soit 7,6 millions de décès par an, avec une mortalité supérieure à celle du SIDA, de la tuberculose et du paludisme réunis, le cancer est une maladie liée à une multiplication anarchique de cellules. On l'appelle encore tumeur maligne ou néoplasie. Au départ, il prend naissance dans un organe (il porte alors le nom de celui-ci). Puis il peut rester localisé et grossir progressivement. Souvent aussi, il envoie des cellules cancéreuses à distance et colonise d'autres organes ; on parle alors de « métastases ». Il peut toucher toutes les parties du corps humain, excepté les cheveux et les ongles. C'est pour dire qu'en luttant efficacement contre cette maladie, on lutte contre presque toutes ou beaucoup d'autres maladies indirectement.

Il existe environ 200 types de cancer répertoriés par l'OMS en 2008 avec 13% des décès globaux dans le monde. Près de 70% des décès par cancer sont

survenus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire pendant ces dernières décennies. Bien que curable aujourd'hui, le cancer reste la cause de décès de 84 millions de personnes entre 2005 et 2015. Toutefois, plus de 30% des décès par cancer pourraient être évités par des mesures simples comme le changement de mode de vie ou par le vaccin.

### LE CANCER DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS, EN TÊTE AU TOGO

Le cancer n'a pas de cause réelle reconnue comme telle. Néanmoins, certains comportements sont à risque ; alors on parlera des facteurs de risque. Tous les cancers ont des facteurs de risque commun mais néanmoins, chaque type à sa spécificité.

Au Togo, les cancers les plus fréquents sont chez les femmes : sein, col de l'utérus, peau, lymphome, ORL. Chez les hommes : peau, prostate, estomac, ORL,

lymphome. Chez les enfants : lymphome de Burkitt, rétinoblastome, rhabdomyosarcome, néphroblastome, sarcome de Kaposi.

Le cancer du sein reste la cause de mortalité par cancer la plus élevée chez la femme. Une femme sur neuf environ risque de développer un cancer du sein au cours de sa vie.

« C'est une situation vraiment triste pour notre pays. Le cancer continue par prendre des proportions très inquiétantes, surtout le cancer du sein. Le Togo, à l'instar d'un grand nombre de pays dans la zone sub-saharienne, n'avait pas fait de la lutte contre le cancer une priorité. Les gouvernements étant préoccupés par les maladies infectieuses qui sévissent à l'état endémo-épidémique dans nos régions », analyse M. Stephan AWITY, président de l'ONG « Espérance et Vie Nouvelle » (EVN) qui vient en aide aux malades.

Les facteurs à risque du cancer du sein chez la femme. Si un ou



plusieurs des facteurs ci-dessous vous concerne, vous êtes une femme à risque. Si vous cumulez plusieurs facteurs, votre risque est d'autant plus élevé. Mais attention ! La présence d'un ou plusieurs facteurs de risque ne signifie pas obligatoirement qu'un cancer va se développer. Inversement, l'absence de facteur de risque ne veut pas dire absence de risque de cancer.

- Le sexe : plus fréquent chez la femme que chez l'homme.
- L'hérédité : par exemple, si votre mère ou votre sœur a déjà eu un cancer du sein avant 50 ans, vous avez deux fois plus de risque de développer un cancer du sein. 5 à 10% des cancers du sein seraient liés à une prédisposition génétique.

- L'âge : le risque augmente avec l'âge.
- La durée de la vie sexuelle : une longue vie génitale (menses précoces avant l'âge de 12 ans, ménopause tardive supérieure à 55 ans).

- La nulliparité (femme n'ayant jamais eu d'enfant)
- Une première grossesse tardive menée à terme (supérieure à 35 ans)
- La prise de pilules contraceptives en continu sur une période supérieure à 10 ans.

Les recherches suggèrent que le surpoids, l'obésité ainsi qu'une consommation régulière d'alcool augmentent le risque de développer un cancer du sein. L'allaitement a un effet protecteur ainsi que la pratique d'une activité physique régulière (30 mn de marche/jour selon les recommandations de l'OMS).

La consommation de cinq légumes ou fruits par jour aussi réduirait le risque.

### LES MANIFESTATIONS OU SIGNES

Au niveau des seins :

- L'apparition d'une grosseur, même non douloureuse ;
- Un changement de taille et de forme ;
- La formation d'un aspect de peau d'orange au niveau de la peau ;
- la sensation de douleur ou de lourdeur localisée.

Au niveau du mamelon

- Une rétraction
- Un écoulement
- Une rougeur ou un œdème

Au niveau des aisselles  
L'apparition d'une grosseur ou d'un gonflement

### LE DÉPISTAGE DU CANCER

Le Togo, bien que disposant de compétences et de ressources médicales, accuse un déficit en ressources humaines adéquates pour la prise en charge de cette maladie aussi bien au niveau des infrastructures et des équipements nécessaires au soin qu'aux traitements.

Malheureusement, trop de malades arrivent chez le médecin lorsqu'il est déjà trop tard...

« La plupart des femmes sont mal informées. Il faut arriver à les sensibiliser à faire la mammographie pour vite détecter le mal. Plus on détecte vite le mal, plus on a la chance de guérir

## TRAITE DES ETRES HUMAINS :

(Suite de la page 8)

ler qui constate par ailleurs que « faire travailler les enfants du village est aujourd'hui vu au Togo comme un fait ordinaire ou anodin par la population alors que c'est un acte répréhensif ». En provenance pour la plupart des zones rurales situées au Nord du Togo pour des grandes villes comme Lomé, Kpalimé, Aného, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong, ces victimes vivent parfois bien tristement.

### MESURE DE LUTTE NATIONALE

La législation togolaise a évolué avec les années au sujet de la TEH. La loi du 3 août 2005 relative au trafic d'enfants au Togo, à laquelle les

professionnelles du droit trouvaient plusieurs insuffisances, a, en effet, été renforcée en 2007. « Très peu de mots clés y étaient définies, son objet se limitait aux enfants et excluant de facto les adultes, les aspects prévention et protection n'étaient pas exhaustifs et la coopération étaient négligée » selon le conseiller Degbovi. Aussi, la loi de juillet 2007 a-t-elle introduit des peines correctionnelles et criminelles en cas de situation aggravantes, des amendes, la confiscation des objets et matériels utilisés dans le processus de traite. Elle a été renforcée par de nouvelles dispositions contenues dans le nouveau code pénal voté en novembre dernier et en attente d'être promulgué. Sont punis dans

le nouveau code, la prostitution ou toutes autres formes d'exploitations, les sévices forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude.

Elle intègre de même la définition de l'ensemble des termes utiles, l'incrimination de la traite des personnes, les infractions liées à la traite, des mesures préventives, des mesures de protections des victimes et des témoins et des éléments de coopération nationale et internationale.

Et sur le plan institutionnel, un numéro vert (« Allo 1011 »), est mise à disposition des populations de Lomé, la capitale, pour signaler toute forme de mauvais traitement sur un enfant.

## CANCER :

(Suite de la page 9)

son. Il faut aussi que la famille reste autour de la patiente pour vraiment la soutenir parce que le plus souvent c'est en ce moment qu'elle est délaissée. Nous les femmes, il faut que nos maris nous soutiennent ; toute la famille doit vraiment nous soutenir parce que la guérison commence psychologiquement », confie Mme Akakpo, malade.

Le diagnostic précoce de la maladie permettrait une meilleure prise en charge et des chances de guérison. « Quand on parle du cancer, je l'entendais seulement. Je n'avais jamais pensé qu'un seul jour, j'en serai victime. On croyait toujours que c'était les autres ou les occidentaux seulement qui pouvaient en souffrir. Quand on m'a annoncé le mal la premièrement fois, ça n'a pas été facile. J'étais au bureau du médecin mais c'était comme si le ciel s'écroulait sous mes pieds, j'étais morte. Je ne savais plus où j'étais ; je n'en revenais pas. Je ne peux pas vous dire exactement comment cela s'est passé. Comment j'ai fait pour rentrer à la maison ce jour là.

En trois jours, j'ai perdu au moins 8 kilos, je ne mangeais pas, je ne dormais pas, alors que j'avais encore un bébé sous la

main », raconte dame Mansah, une malade dont le cas a été diagnostiqué il y a cinq ans.

Le dépistage est l'un des moyens de baisser la mortalité liée au cancer du sein, confie M. AWITY. Selon lui « le dépistage précoce permet de mettre en place un plan de traitements le moins agressif possible, avec des chances de guérison élevées. Dans notre pays, poursuit-il, ce dépistage est organisé et initié par des associations ou des centres hospitaliers luttant dans ce domaine ».

Ces structures soutiennent les personnes victimes du cancer et leurs proches par des visites à domicile et à l'hôpital, les dons de prothèses aux femmes ayant subi l'ablation du sein, de médicaments anticancéreux, la prise en charge médicale de certaines femmes en situation difficile, la célébration des journées mondiales du cancer par des activités de sensibilisations, l'organisation de l'octobre rose Togo, mois de lutte contre le cancer du sein par des activités de sensibilisation sur le cancer du sein et des campagnes de dépistage à tarif réduit de ce cancer à Lomé ainsi que d'autres villes de l'intérieur du pays, le dépistage gratuit du

cancer du sein chez les femmes indigentes grâce à l'appui des Associations féminines et des leaders d'opinion et d'autres Organisations du pays dans le cadre de l'octobre rose.

## QUID DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

C'est le deuxième cancer de la femme, après le cancer du sein. Il fait partie des « bons cancers », c'est-à-dire ceux qui offrent les meilleures chances de guérison, à condition qu'il soit découvert à un stade précoce.

Ce cancer présente une évolution lente et le diagnostic peut être fait facilement dès l'apparition de lésions précancéreuses. Il s'agit donc d'un cancer évitable par la pratique régulière du dépistage qui permet un diagnostic et un traitement avant le stade invasif.

Au Togo, il aurait eu 595 cas diagnostiqués en 2008, avec le décès de 429 femmes. Les causes favorisantes du cancer du col de l'utérus sont connues et bien identifiées : il s'agit de la précocité des premiers rapports sexuels (avant l'âge de 17 ans), la multiplicité de partenaires, être porteur du virus VIH...

## LES SIGNES D'ALERTE

Trois types de manifestations peuvent faire penser à un cancer du col de l'utérus : le saignement (du sang bien rouge) spontanément en dehors de la période des règles, ou pendant les rapports sexuels, les douleurs dans le bas-ventre, les pertes blanches malodorantes (du pus coule de votre vagin, avec une odeur d'œuf pourri). Dans ces cas, il est recommandé de consulter rapidement un médecin sans attendre.

## LE DÉPISTAGE

Le frottis cervico-vaginal est le premier outil de dépistage qui permet de détecter les lésions précancéreuses. Il est recommandé d'effectuer un frottis tous les 3 ans après avoir obtenu 2 frottis normaux à un an d'intervalle chez des femmes ayant une activité sexuelle et ceci à partir de 20/25 ans. Mais l'intervalle de 3 ans recommandé semble trop long pour de nombreux spécialistes. Une période de 2 ans semble actuellement conseillée. Il existe aujourd'hui des vaccins contre le cancer du col de l'utérus à savoir le Gardasil et le

cervarix. Néanmoins le vaccin ne protège pas contre la totalité des papillomavirus cancérogènes, ni contre les infections déjà existantes. Le maintien du dépistage pour les femmes de 20/25 à 65 ans est indispensable en parallèle à la vaccination car le vaccin ne doit pas se substituer au frottis.

## TRAITEMENT TRÈS CÔUTEUX POUR LES PATIENTS

Le traitement du cancer est très coûteux. Pour le cancer du sein par exemple, « il faut déboursier environ 3 millions de FCFA pour la chirurgie et la chimiothérapie et voir plus si c'est des produits non génériques. La radiothérapie facturée à 1million 500 000 FCFA n'est même pas disponible sur le sol togolais », confie M. AWITY.

Les malades togolais se doivent de compléter leurs traitements au Ghana, au Maroc ou à l'extérieur du continent. « Nous sommes toujours impuissants devant le récit triste et poignant du calvaire que vivent ces femmes qui reviennent après leur séjour de traitement au Ghana », conclut-il.

## SANTÉ DE LA REPRODUCTION :

## UNE QUINZAINE DE JOURNALISTES OUTILLÉS À ATAKPAMÉ

**L**a ville des sept collines, Atakpamé, a accueilli du 23 au 25 novembre 2015, un atelier de renforcement de capacités des communicateurs sur la santé de la reproduction et le dividende démographique. Les journalistes des médias publics et privés ont pris part à cette rencontre organisée par le Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC) du Ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique (MCCSFC) avec l'appui technique et financier du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

La rencontre d'Atakpamé s'inscrit dans le cadre du mandat de l'UNFPA au Togo et des nouveaux Objectifs pour le développement durable (ODD). Ces ODD visent à réduire la mortalité maternelle de moins de 70 décès maternel pour 100 000 naissances vivantes » à l'horizon 2030. C'est dire que le Togo qui est 401 décès pour 100 000 naissances vivantes, selon les chiffres de 2013, a un effort important à accomplir pour combler ce gap d'ici 2030.

Les médias qui sont un vecteur de communication transversale grâce à leur puissant moyen d'échange, ont un rôle important à jouer dans le change-

ment de comportement pour réduire les différents écarts qui conduisent aux décès maternels. Or la santé de la reproduction traite des aspects les plus intimes de la vie des individus. Elle reste un thème sur lequel il est difficile d'écrire ou de discuter en public, reconnaît le représentant du Ministre de la Communication, M. Tiem Yoguebey. Par conséquent de nombreux sujets abordant la santé sexuelle et de la reproduction sont souvent méconnus de la population.

C'est pourquoi, lance-t-il à l'endroit des professionnels des médias, « il vous revient dans votre mission d'informer, de sensibiliser, de conscientiser et d'édu-

quer la population sur cette problématique, de s'inscrire dans le sens de toute initiative visant à corriger cette insuffisance et de participer activement à toute action de promotion de la santé de reproduction ».

Pour sa part, le Représentant de l'UNFPA, André Sourou YEBADOKPO, a estimé que les médias ne jouent pas encore pleinement leur rôle dans cette lutte contre la mortalité maternelle. C'est pour cette raison que son institution a accepté apporter son appui à cet atelier pour donner les moyens aux journalistes pour prévenir ces décès dont la plupart sont évitables même dans nos pays.



Photo de famille des participants

« L'UNFPA en participant à cet atelier veut contribuer à transformer les professionnels de la communication en alliés des professionnels de la santé dans cette lutte dont les bénéfices reviennent à toute la nation entière », a-t-il insisté. Durant les trois jours qu'a duré la formation, les participants

ont suivi des communications, des travaux en groupe et sur le terrain. A la fin des restitutions ont été faites et une feuille de route post-formation a été adoptée. Cette formation a été suivie d'une autre vague sur la même thématique pour une autre catégorie de médias.

✎ Kossi THEMANO

## 44<sup>èmes</sup> ASSISES DE L'UPF A LOMÉ: FIN DES TRAVAUX SUR UNE NOTE DE SATISFACTION

**D**u 25 au 29 novembre dernier, environ 300 journalistes et experts venus de 39 pays de l'espace francophone, se sont retrouvés à Lomé pour les 44<sup>èmes</sup> assises de l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF). « La place des femmes dans les médias francophones » a été le thème retenu pour cette année.

Après la rencontre de la « refondation » de l'organisation en 2014 à Dakar, les participants ont mis le cap sur la capitale togolaise. Venant des quatre coins de la planète, ces experts en communication dont des enseignants du supérieur, des journalistes et formateurs ont tenté durant quatre jours de répondre à plusieurs interrogations relatives à leur corporation. Quel pouvoir médiatique au genre féminin? Quelle est l'influence éditoriale des femmes? Qui fait les médias et pour qui? Quelle est l'image de la femme véhiculée par les médias... sont entre autres les sujets débattus sous la présidence de Madiambal Diagne, actuel président de l'UPF internationale.

Selon le message de la Secrétaire-générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) lu par son représentant Tidiane Diroh, les travaux de ces 44<sup>èmes</sup> assises doivent permettre l'élaboration de recommandations en vue d'une prise en compte « qualitative » et accessoi-

rement quantitative des femmes dans les instances décisionnelles des organisations de presse.

Le Premier ministre du Togo, M. Komi Selom Klassou, a pour sa part exhorté la presse togolaise à pleinement profiter des assises de Lomé, pour qu'elles lui servent « vivement de laboratoire d'étude aux maux qui minent la presse togolaise ensuite proposer des solutions qui permettront de redorer l'image du monde médiatique togolais » a-t-il souhaité.

En réponse aux multiples demandes visant la relecture des dispositions de l'article 497 du nouveau code pénal qui constituerait une « épée de Damoclès » sur la tête des journalistes togolais, le chef du gouvernement a rassuré, « le Togo a fait le choix depuis 2004 d'abandonner les peines privatives de libertés dans le code de la presse. Il n'y a et n'y aura jamais d'épée de Damoclès ». Une conférence inaugurale fut introduite par Mme Aminata Touré, militante des droits de



Table d'honneur

l'Homme, ancienne Premier ministre et représentante spéciale du chef de l'Etat sénégalais. Ensuite, plusieurs table-rondes, ateliers et débats dont celui articulé autour de la place des femmes dans la hiérarchie professionnelle et de l'influence éditoriale des femmes dans les médias, se sont déroulés. Au cours des travaux, une dizaine de jeunes journalistes togolais ont également bénéficié d'une formation par rapport à la spécialisation. Madame Dora RABALISON, journaliste et membre de la délégation malgache, s'est

félicité de la parfaite réussite des 44<sup>èmes</sup> assises, « Togo et l'UPF doivent être félicités tant pour les travaux que pour l'organisation. Non seulement la femme était à l'honneur mais aussi les thèmes abordés sont d'une grande pertinence. J'espère que les recommandations de cette rencontre auront un impact rapide et positif sur le professionnalisme dans nos divers pays. Elles iront surtout en faveur de la protection de la femme de médias » a-t-elle déclaré avant d'inviter ses consœurs francophones à plus

d'implication.

Après trois jours de travaux, le samedi 29, les rideaux sont tombés sur les assises de Lomé après que les participants aient eu l'occasion de visiter quelques sites touristiques du pays. Pour nombre de journalistes locaux, l'occasion a permis d'enrichir les carnets d'adresse mais également d'échanger les expériences.

Les prochaines assises se dérouleront à Madagascar.

## 5<sup>ème</sup> ÉDITION DE FORMATION EN SONU

✎ Essénam KAGLAN

## L'UNFPA VOLE AU SECOURS DES MÈRES ET NOUVEAU-NÉS

**D**ans le but de relever le défi de zéro décès lors des accouchements d'ici l'an 2030, le Fond des Nations Unies pour les populations (UNFPA) a organisé pour la cinquième fois consécutive en cette année, une séance de renforcement de capacité à l'égard des prestataires de soins obstétricaux.

24 prestataires en soins obstétricaux ont été sélectionnés sur l'ensemble du territoire pour participer à la formation du 15 au 25 novembre dernier au CHU-Tokoin. Ils étaient des infirmiers, des sages-femmes, des accoucheuses et assistantes médicales à participer à ces dix jours de remise à niveau.

Aujourd'hui grâce à la collaboration de l'UNFPA avec le gouvernement togolais, 120 prestataires sont aptes à aider les mères ou les nouveau-nés avant, pendant et après l'accouchement. Mais le pari est loin d'être tenu pour l'obtention de

zéro décès dans le courant de l'année 2030. La réduction du nombre du décès par naissance au Togo est estimé juste à 1/4, déclare le Coordonateur de santé maternelle et de la reproduction à l'UNFPA, M. Yakoubou Sourou.

Par ailleurs, les compétences retenues lors de cette formation sont au nombre de six. Elles vont de la maîtrise des outils et techniques intervenants dans la suivie d'une grossesse au bien-être de la mère et de l'enfant après l'accouchement. L'aspiration manuelle intra-utérin (technique de l'évacuation de l'utérus des restes de l'avortement), le

pantographe (outil utilisé pour surveiller le travail d'accouchement), l'application de ventouse (instrument utilisé pour extraire un nouveau-né qui n'arrive pas être totalement expulsé par sa mère), prévention de l'hémorragie de la délivrance (technique de prévention et gestion de cette hémorragie), assistance des nouveau-nés qui ne respirent pas et la gestion des cas des femmes convulsives, sont les principaux composants de cette formation.

Avec les matériels et l'équipement reçus à la fin des formations, les organisateurs attendent de la part des parti-



Vue partielle des participants

cipants au retour à leur poste professionnel médical. un travail assidu et digne d'un



## COMMUNIQUE :

### CONCOURS DES MEILLEURS REPORTAGES PRESSE ECRITE, TÉLÉ ET RADIO sur les ODD

Dans le cadre de la 2<sup>e</sup> édition des Journées Portes Ouvertes qui se tiendront à Lomé du 16 au 19 décembre 2015, le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et l'ensemble de ses partenaires, notamment l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), l'Union des Radios et Télévisions Libres (URATEL), l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), le Syndicat des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT), l'Association Togolaise des Professionnels de la Presse en Ligne (ATOPPEL), l'Association des Journalistes Sportifs du Togo (AJST), le Syndicat Libre de la Communication (SYNLICO), l'Association des Techniciens Radios du Togo (ATRT) etc. organisent un concours ayant pour but de primer les meilleurs reportages presse écrite, télé et radio sur les Objectifs du développement durable (ODD), adoptés au Sommet des Nations Unies le 25 septembre 2015.

Ouvert à tous les professionnels des médias togolais sans aucune discrimination dans les catégories suivantes : presse écrite, télévision et radio, ledit concours récompensera les productions portant sur une problématique transversale au programme des ODD et à leurs composantes, au plan économique, social, sociétal, ou qui traitant de sujets plus spécifiques.

Le Conseil National des Patrons de Presse et l'ensemble des organisateurs invitent tous les professionnels à retirer le règlement du concours ainsi que la fiche d'inscription à la Maison de la presse, Tokoin Trésor Tél : (00228) 90 15 87 53 / 90 11 05 06 / 22 35 77 66 ; ou à les télécharger sur <http://www.conapp-togo.com/> décembre 2015.

Fait à Lomé, le 30 novembre 2015

**Le Président du CONAPP**

**Jean-Paul AGBOH AHOUELETE.**

**BRIDGESTONE**  
**Roulez en toute sécurité**

**PROMO DE  
FIN D'ANNEE**  
**du 25 Novembre au 31 Décembre 2015**

**-30%**  
**sur les pneumatiques 4X4  
et tourisme**



Bd Eyadema BP 332 Lomé  
Tél. 22 23 31 00 - [cfaotogo@cfao.com](mailto:cfaotogo@cfao.com)

DISTRIBUTEUR OFFICIEL

**BRIDGESTONE**  
Votre Route, Notre Passion

## 4ÈME ÉDITION DU « DÎNER DES ICÔNES »:

## VÉRONE MANKOU, LE CONCEPTEUR DU 1ER SMARTPHONE AFRICAÎN À L'HONNEUR

Kossi THEMANO

**L**e 28 novembre dernier, l'Hôtel SANCTA MARIA de Lomé, a abrité la quatrième édition du « Dîner des icônes ». L'entrepreneur congolais, Président Directeur Général de VMK, la première société africaine productrice du téléphone portable du continent, Verone MANKOU a été l'invité d'honneur.

Durant cette soirée organisée par l'agence « ICON & Co. GROUP », Verone MANKOU (le créateur de la 1ère tablette numérique africaine et Fondateur du 1er smartphone Made in Africa) a partagé son expertise et expérience professionnelles avec environ deux cent (200) convives, chefs d'entreprises et personnalités, sur le thème : « L'économie numérique. Comment rendre la technologie mobile accessible à tous en Afrique? ».

En effet, l'invité a retracé son parcours, ses débuts dans l'univers entrepreneurial et les types de difficultés rencontrées. L'occasion a également permis aux participants d'échanger leur vision panafricaniste pour le développement du continent noir. Selon l'invité d'honneur « pour rendre la technologie accessible aux africains, il faut investir dans l'innovation et développer des produits adaptés à la réalité africaine. Toute-

fois, cet exploit ne peut être réalisé que quand les Etats fonctionnent en partenariat avec les entreprises ».

Cette quatrième édition de « networking diner » a également servi de podium au PDG d'annoncer officiellement l'installation de la société VMK à Lomé, courant 1er trimestre 2016. Un appel est donc lancé aux partenaires et aux convives de cette plateforme (Dîner des icônes) qui permet de mettre en lumière les réussites africaines et la concrétisation des synergies.

Pour sa part, Mme Beatrice Oloa, promotrice de la soirée, a établi un bilan encourageant des quatre premières éditions, « C'est un honneur pour moi d'avoir contribué à cet échange, à ce partage et à cette synergie qui est naissante et qui sera encore plus grande dans les mois prochains », a-t-elle confié.

## VÉRONE MANKOU, LE GÉNIE AFRICAÎN DU NUMÉRIQUE

Valeureux et illustre par son talent, le jeunes PDG a déjà un palmarès riche dans le monde entrepreneurial. D'origine Congolaise, Verone MANKOU est classé au cours de ces cinq dernières années parmi les jeunes africains les plus influents. Il est classé :

En 2015: Parmi les 30 meilleurs entrepreneurs de moins de 30 ans, selon le Magazine FORBES;

En 2014: Parmi les 100 Africains les plus influents, selon le Magazine NEW AFRICAN;

Parmi les 20 bâtisseurs de l'Afrique de demain. Selon le Magazine FORBES

Parmi les 100 dirigeants africains de moins de 40 ans appelés à jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique, selon l'Institut CHOISEUL;

En 2013: Parmi les 12 Africains



de l'Année, selon le Magazine LES AFRIQUES;

En 2012: TOP 12 des startups les plus innovants en Afrique francophone, selon JEUNE AFRIQUE.

Pour rappel, le « Dîner des Icônes » ou « Networking Diner » est un événement économique VIP, bimestriel et médiatique qui permet à de hauts cadres des entreprises ou à un public averti de partager leur expérience professionnelle autour d'un repas gastronomique et dans un cadre d'exception. L'objectif du « Dîner des Icônes » est de mettre en lumière des acteurs majeurs de l'économie africaine en générale et togolaise en particulier. Ainsi, l'Icône fait une intervention publique et interactive sur une thématique liée à son

parcours professionnel.

Depuis Didier ACOUETÉY (Président Fondateur d'AFRIC-SEARCH), 1er Icones mis en vedette au cours de la soirée du 28 février dernier qui a eu pour thème: « Le rôle du secteur privé et de la classe moyenne dans les transitions économiques et sociales en Afrique, d'autres personnalités de renom du continent se sont succédées. Jean Kacou DIAGOU (Président Fondateur du Groupe NSIA Assurances et Banques), invité de la 2e Edition du vendredi 3 juillet 2015 a bordé le thème: « Business et panafricanisme. »

Comment réussir à s'imposer en Afrique. Le cas du Groupe NSIA.» Avant Verone MANKOU, Mme Reckya MADOUOU (Experte Internationale en Finance Inclusive et Politique de Développement) a pour sa part été l'Icône de la 3e Edition du samedi 26 septembre 2015. Elle a développée le thème: « L'inclusion financière: une stratégie pour l'accès à l'émergence africaine? »

- 4 ans de garantie Caterpillar pour application secours
- Contrat de service
- Solutions de financement
- 1<sup>er</sup> entretien offert

## DÉCOUVREZ LA NOUVELLE GAMME DE GROUPE CAT 9-220 KVA

### LES NOUVELLES SOLUTIONS ENERGIE CATERPILLAR

CONTACTEZ-NOUS : (228) 22 26 40 12

© 2015 Caterpillar Inc. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, BUILT FOR IT, leurs logos respectifs, le "jaune Caterpillar" et l'habillage commercial POWER EDGE, ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent être utilisées sans autorisation.

Togo Equipements



MEMBRE DU RÉSEAU

JA Delmas



## AMBASSADRICE VLISCO :

✎ Albert AGBEKO

1<sup>ères</sup> ACTIONS SOCIALES DE MME MIMI ESSI BOUSSOU-SOEDJÉDÉ

**E**lue en avril dernier « Ambassadrice Vlisco », dans le cadre de la troisième édition du « Mois de la femme », initiée par la société Vlisco, Mme Essivi Mimi Boussou-Soedjédé a effectué ce 19 novembre 2015, sa première sortie officielle sur le terrain. Deux localités de la préfecture de Zio ont été choisies pour la première activité sociale de la nouvelle Ambassadrice.

Tout d'abord c'est le village d'Afessito qui a eu l'honneur de recevoir l'Ambassadrice. Situé à environ une vingtaine de kilomètres au nord de Lomé, le village ne dispose que d'une école primaire catholique (EPC) Kristo. Construite en cours d'année 2000, fruit de la coopération dudit village avec les paroisses de Guardamiglio et Valloria en Italie, cette école compte aujourd'hui plus de 500 élèves. La plupart de ces élèves sont issus des milieux défavorisés, par conséquent, les parents arrivent difficilement à payer les frais de scolarité. A noter que la gratuité de l'enseignement primaire décrétée par le gouvernement ne prend pas pour le moment en compte les écoles confessionnelles. C'est ainsi que Mme Boussou-Soedjédé qui est également à la tête de l'Association Précieux Trésor de Vie (APTV), travaille dans ce village depuis une décennie. Approchée par le corps enseignant, elle a accepté payer les frais de scolarité de 25 élèves du Cours Moyen deuxième année (CM2) qui sont des cas sociaux. Le but est de leur per-

mettre de passer les examens de fin d'année.

« Ces élèves à qui nous avons payé les frais de scolarité ont leur examen à passer et on nous a fait comprendre que s'ils ne paient pas ces frais, ils ne pourront pas passer leurs examens. Leur donner des kits scolaires et qu'à la fin ces enfants ne puissent pas passer l'examen, nous avons jugé bon de nous concentrer sur les frais de scolarité et c'est ce que nous avons fait », a expliqué Mme Boussou-Soedjédé. Elle a ensuite exhorté les élèves à persévérer dans les études.

Son geste ne se limite pas là. Puisqu'elle reviendra dans les semaines à venir faire établir des actes de naissances aux enfants qui n'en ont pas. « Sans aussi les actes de naissance, les enfants ne pourront pas passer l'examen », souligne-t-elle.

La représentante des bénéficiaires, Mlle Awesso Hezou et le directeur de l'école, M. Komlan Kokou Kpakpabizou ont tour à tour remerciés la donatrice pour son geste.

Après Afessito, l'Ambassadrice

Vlisco a mis le cap sur le village de Kpala. Même geste de générosité de l'Ambassadrice. Mais cette fois-ci, elle avait dans ses colis deux moulins à manioc. Ce sont les femmes de la localité qui seront privilégiées. D'ailleurs, l'ardeur et l'effervescence avec lesquelles elles ont accueilli la délégation et esquissé des pas de danse traduisent bien leur allégresse. Avec ce don, fini les nuits blanches pour ces femmes, attendant le meunier ambulant parfois tard la nuit ou au petit matin avant de moudre leur manioc. En effet, les femmes de la localité spécialisées dans la fabrication de la farine de manioc, éprouvent des difficultés à trouver un moulin. Le besoin vient d'être comblé par le don de Mme Soukoudé-Soedjédé.

« Vues les difficultés que rencontrent les mamans pour être à côtés de leurs enfants, nous avons échangé avec elles pour comprendre un peu leur besoin et là nous avons retenu la nécessité de les doter d'un moulin à manioc. Nous nous sommes dit que nous allons leur alléger la tâche en leur faisant don



Démonstration de l'utilisation du moulin

d'un moulin. Ça va les aider dans l'éducation de leurs enfants », a confié Mme l'Ambassadrice Vlisco. Notons que c'est avec le Premier ministre Séléagodzi Ahoomey-Zunu qui a effectué une visite surprise au cours de la cérémonie que le don a été remis aux femmes de la localité. Pour la responsable Marketing et communication de la société Vlisco, Mme Barbara Amouzou, le projet de l'Ambassadrice correspond à l'axe prioritaire de l'autonomisation des femmes raison pour laquelle la Maison Vlisco a décidé de financer le projet. « Ce qui nous a motivé à accompagner ce projet là est que les femmes vendent leurs produits mais elles ont du mal à accompa-

gner leurs enfants, à les mettre à l'école parce que le moulin leur revient un peu plus cher. Nous avons jugé utile d'accompagner ce projet parce que ça permet aux femmes d'être indépendantes, d'être autonomes et en même temps de les responsabiliser parce qu'elles doivent mettre quelque chose de coté pour pouvoir entretenir le moulin. C'est aussi leur apprendre à gérer un bien commun », a déclaré Mme Amouzou.

Notons qu'avant la remise du don, le représentant du chef canton de Mission Tové, Togbui Kpely 3 a souhaité la bienvenue à l'assistance.

## JOURNÉES PORTES OUVERTES DE LA PRESSE

2<sup>ème</sup> Edition

16 AU 18

DÉCEMBRE 2015

À LA BLUE ZONE DE CACAVELI

ORGANISÉES PAR

**CONAPP**  
Conseil National des Patrons de Presse

OTM  
URATEL  
UJIT  
SYNJIT  
ATOPPEL  
AJST  
SYNLICO  
ATRT





# Vous assurer, c'est vous protéger.

Nos assurés, particuliers et entreprises, se trouvent souvent confrontés à des situations difficiles pour lesquelles ils ont besoin d'une protection personnalisée. Par notre anticipation, notre accompagnement et nos conseils en prévention nous leur permettons de vivre sereinement leurs expériences et d'avancer librement.



*Le vrai,  
l'original*



**VLISCO**

SINCE 1846